

## INTRODUCTION : LE PREMIER PAPE SLAVE DE L'HISTOIRE

Le 16 octobre 1978, je revenais de Merida par le vol inaugural du Concorde au Mexique. À l'escale, à Washington, j'appris que Jean-Paul I<sup>er</sup> avait un successeur, un Polonais. Ce n'était pas Stefan Wyszynski, connu du monde entier pour ses démêlés – y compris la prison – avec les communistes, mais le cardinal-archevêque de Cracovie, Karol Wojtyła, dont le nom ne disait rien au grand public. À Rome, la foule crut un moment que le nouveau pape était africain ou venu d'Amérique latine. Le premier pape slave faisait ainsi son entrée dans la surprise et dans la discrétion. C'était, comme aurait dit Hegel, une ruse de l'Histoire. Qu'il fût polonais et, pour la première fois depuis des siècles, non italien, était un choc pour l'opinion mondiale. Il fallut longtemps pour que l'on comprît que Paul VI avait, par une lente modification du collège des cardinaux et par sa politique personnelle, permis ce qui allait être une révolution. Il fallut encore plus longtemps pour comprendre que le cardinal Karol Wojtyła était une personnalité exceptionnelle qui avait en particulier joué un grand rôle pendant le concile Vatican II. Paul VI et le cardinal Kœnig de Vienne lui avaient ouvert dans les derniers temps le chemin.

Les premiers surpris furent les Polonais eux-mêmes. Édouard Gierek, qui dirige la Pologne communiste depuis le retrait de Gomulka, déclare tout de suite que « *c'est un grand jour pour la Pologne et de grosses difficultés pour nous* ». Le premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais n'a pas le moindre doute sur les conséquences politiques à court terme de l'élection d'un pape polonais. Il est, mieux que quiconque, averti de la

situation intérieure en Pologne, de la puissance du mouvement d'opposition chez les intellectuels, depuis la création par Jacek Kuron et Adam Michnik du Kor – Comité de défense des ouvriers –, et il sait que le cardinal Karol Wojtyła soutient le Kor, le Club des intellectuels catholiques et le journal de Cracovie, *Tygodnik Powszechny*, auquel il collabore depuis de longues années. Brejnev ne s'y trompe pas non plus. Pour les dirigeants de l'Europe de l'Est, cette élection n'a pas seulement une signification religieuse, c'est un événement politique de première grandeur.

Or, en 1978, la situation mondiale de l'après-guerre n'a guère évolué, sinon en s'aggravant. La course aux armements, dans le domaine nucléaire, entre l'Union soviétique et les États-Unis, loin de cesser, atteindra sa plus grande période de tension en 1983, avec l'installation des SS 20 soviétiques et celle des euromissiles en Europe occidentale et en république fédérale d'Allemagne. Khomeyni et l'intégrisme triomphent en Iran en 1979, l'Union soviétique envahit l'Afghanistan en décembre de la même année. Brejnev, grâce à l'expansion soviétique en Afrique (notamment en Angola, avec l'intervention des Cubains), en Amérique latine (au Nicaragua en 1979), apparaît au sommet de sa puissance. La guerre Iran-Irak en 1980, l'absence de solution au conflit israélo-arabe depuis la guerre du Kippour – malgré les accords de Camp David en 1978 menant à la paix entre l'Égypte et Israël en 1979 –, le terrorisme et la guerre au Liban (l'assassinat de l'ambassadeur de France Louis Delamare à Beyrouth), le départ des Américains du Viêt-nam, Kolwezi au Congo-Kinshasa, quels que soient les continents, toutes les crises montrent que jamais peut-être la situation internationale n'a été aussi confuse et sans perspective, malgré la construction en Europe d'une communauté économique puissante. Personne ne peut prévoir en 1978, ni dans les années qui suivent, la fin de ce que l'on a appelé, d'un terme inexact, la « *guerre froide* », ni l'effondrement du système soviétique.

Aujourd'hui, le monde est méconnaissable. Le communisme n'existe plus à part quelques survivances : Cuba, la Corée du Nord, le Viêt-nam, et surtout la Chine de Pékin, dont le gouvernement et le parti demeurent jusqu'à présent inchangés, fidèles au système totalitaire et non pluraliste du passé, alors que sur le plan économique, financier et commercial, l'ouverture au monde extérieur a rendu méconnaissable une grande partie de

la Chine, au moins dans la partie côtière, dont Shanghai est l'emblème. L'Allemagne réunifiée, membre de l'Alliance atlantique depuis 1990, joue un rôle à sa mesure en Europe et sur le plan international. Les États d'Europe centrale et orientale, libérés ainsi que les États baltes du joug soviétique, ont signé en 2003 le traité d'adhésion à l'Union européenne et en 2004 le projet de traité constitutionnel (constitution) – la Roumanie et la Bulgarie les rejoindront bientôt. La décision a été prise en 2003 d'accueillir la quasi-totalité d'entre eux dans l'Alliance atlantique. C'est vraiment une révolution à l'échelle de l'Europe et même du monde. La Russie est entrée en 1985-86 dans un processus de démocratisation – élections libres, droits de l'homme – accéléré à partir de 1992 par le choix de l'économie de marché. Mais le libéralisme, les oppositions entre le président Eltsine et la Douma, les phénomènes de corruption avaient mené peu à peu fin 1998 à une situation politique en impasse, dans l'attente des élections législatives en 1999 et présidentielles en l'an 2000, le tout rendu plus complexe par l'état de santé de Boris Eltsine. Les anciennes républiques socialistes soviétiques, en particulier les pays baltes, étaient devenues indépendantes. Les crises étaient concentrées dans la région du Caucase. L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, bien décidé à mettre fin à l'anarchie de la Russie post-communiste, n'a pas levé toutes les ambiguïtés, en raison de la poursuite de la guerre en Tchétchénie et des problèmes de liberté de la presse ainsi que ceux du maintien de la démocratie. Le 11 septembre 2001 a accéléré le rapprochement de la Russie et des États-Unis et, malgré la poursuite de la répression en Tchétchénie et les problèmes de liberté de l'information, la Russie est devenue définitivement – ce dont les soviétologues d'autrefois désespéraient – un État comme les autres. La crise ukrainienne en 2004-2005, qui s'inspire directement du mouvement de liberté des années 1985-1989, permet de s'interroger, en raison des erreurs de Vladimir Poutine, sur sa volonté de démocratisation et de libéralisme, quelle que soit la situation géopolitique de l'Ukraine. L'ex-Yougoslavie pendant plus de 10 ans n'en avait pas fini de retrouver un équilibre après l'éclatement de l'ancien empire de Tito. Mais depuis l'élection de Kostunica et l'éviction de Milosevic si les problèmes des Balkans n'ont pas tous disparu comme l'a montré la situation en Macédoine en 2001, du moins la communauté internationale a-t-elle retrouvé

depuis les accords de Dayton en 1995 sur la Bosnie-Herzégovine et après la guerre du Kosovo en 1999, une maîtrise relative des événements, qui ne sont plus désormais perturbés par les survivances du marxisme-léninisme. La situation aujourd'hui dans toute la région des Balkans, y compris en Macédoine où l'Europe a remplacé les forces de l'OTAN, permet de renvoyer à l'histoire et au passé ce que l'on appelait la poudre des Balkans. L'Afrique, continent extrêmement pauvre et affaibli par les épidémies, certes, est instable, confrontée à des guerres civiles ou tribales, mais n'est plus un des enjeux du conflit Est-Ouest. Le calme et la démocratisation sont revenus en Amérique centrale, au Nicaragua, au Salvador.

Tout a basculé en 1989, plus exactement entre 1985 et 1989. Jean Paul II d'abord a, sinon suscité, soutenu la révolution polonaise de Solidarité – dont il était, avant son élection, un acteur de plus en plus présent mais indirectement – mouvement sans précédent depuis 1917 puisque, contrairement au soulèvement de Berlin-Est en 1953, de Budapest en 1956, la classe ouvrière s'organise à partir de 1980 pour s'opposer au régime qui entend l'incarner. C'est en Pologne que pour la première fois se forme en août 1989, dans la légalité et après des élections partiellement libres, un gouvernement non communiste, élu démocratiquement, avec un Premier ministre catholique et proche du pape, Tadeusz Mazowiecki. C'est en 1985 qu'arrive au pouvoir à Moscou Mikhaïl Gorbatchev qui, en quelques années, est conduit à mettre fin au système marxiste-léniniste et à l'Empire soviétique. La rencontre de Mikhaïl Gorbatchev et de Jean Paul II le 1<sup>er</sup> décembre 1989 à Rome demeurera le symbole de la révolution en marche. Quel fut le rôle du pape slave dans cette incroyable aventure de la fin du xx<sup>e</sup> siècle ? N'oublions pas, dès son élection, l'énergie de ce pape de cinquante-huit ans. Il décide d'aller, dès le début de l'année 1979, au Mexique – alors que son prédécesseur Jean-Paul I<sup>er</sup>, affaibli par la maladie, avait hésité à s'y rendre pendant son règne si bref – à l'occasion d'une conférence épiscopale à Puebla. Il affronte, hors d'Europe, le problème de la théologie de la libération, ce mouvement de gauche des évêques latino-américains engagés en politique pour lutter contre les féodalités et les dictatures, jusqu'à participer au gouvernement au Nicaragua. Retenons dès maintenant un phénomène capital pour l'ensemble du pontificat jus-

qu'à aujourd'hui : il y a pour le pape, dans toutes les situations politiques, une fracture sans précédent : l'année 1989. C'est une révolution qui ouvre sur un monde nouveau et qui, dans un certain sens, tourne le dos au xx<sup>e</sup> siècle. À partir de 1985-1986, le pape pressent la grande révolution mondiale qui se prépare. Il parle dans son discours au corps diplomatique du Vatican en 1986 de la « *grande fracture* » qui défigure l'Europe. Il devine le cheminement de l'Histoire. C'est la même année qu'il réunit tous les représentants des grandes religions pour une prière pour la paix à Assise.

Cet homme, gravement atteint dans l'attentat du 13 mai 1981, n'a cessé de prendre position sur l'histoire de l'Europe et du monde. On songe immédiatement, non seulement à son rôle en face du communisme en Europe centrale, mais aussi au Proche et au Moyen-Orient, dans la crise libanaise, mais aussi par rapport à Israël, avec lequel il est le premier à établir des relations diplomatiques. Il est présent également en Afrique, en Amérique latine, dans la guerre du Golfe. En 1998 il est à Cuba, au Nigeria de nouveau. Il condamne l'Inquisition, il reconnaît les erreurs de l'Église à l'égard des Juifs. Il est partout. C'est « *l'homme du siècle* », écrit aux États-Unis un biographe. Il n'est pas facile d'y voir clair puisque cet homme n'est pas un homme d'État comme les autres. Il n'a pas de divisions, aurait dit Staline. Il parle, il prie, il voyage, mobilise les foules. Où sont ses succès, ses échecs, ses responsabilités ? Peut-être faut-il commencer par analyser d'abord les grands principes qui l'ont inspiré dans les affaires du monde et dans le rôle qu'il a assigné à cette Église. Comme ce pape ne ressemble à aucun autre – tout le monde en conviendra –, un début d'explication est-il à chercher dans sa formation, dans son histoire, dans celle de son pays avant son accession au siège de saint Pierre ? Enfin, on ne pourra échapper à un bilan qui consiste à apprécier le plus objectivement possible son rôle exact.

Ce livre se veut une mise en lumière de son action internationale en laissant volontairement dans l'ombre tous les aspects spécifiquement religieux et non politiques. Il faudra enfin s'interroger sur la contradiction ressentie par une grande partie de l'opinion entre une action révolutionnaire progressiste dans le monde international et une position (parfois) dite « conservatrice » dans le domaine de la bioéthique.

Est-ce pour cela que le cardinal Karol Wojtyla, appelé par Paul VI en 1976 à prêcher le carême devant Paul VI lui-même, ses collaborateurs, quelques cardinaux, a conclu cette retraite par le « *signe grandiose* », « *le signe de contradiction* » ?